



UNISSONS-NOUS POUR UNE TRANSITION JUSTE!

Saviez-vous que l'UE dépense chaque année 55 milliards d'euros issus de nos contributions pour la politique agricole commune (PAC) ? Cela représente un tiers du budget de l'UE ! La majeure partie de cet argent va aux grandes exploitations agricoles industrielles, tandis que les petites exploitations agricoles sont en difficulté. Ce n'est pas un hasard : de puissants géants de l'agro-industrie et des lobbys utilisent leur pouvoir économique pour

maintenir le statu quo. Nous avons la possibilité de changer cette situation ! En 2025, le Conseil de l'UE négociera le cadre financier pluriannuel (CFP), qui détermine le montant des fonds disponibles pour la PAC et la manière dont ils doivent être utilisés. Ensuite, la Commission européenne proposera la prochaine PAC. C'est donc maintenant qu'il faut s'exprimer : exigez une PAC qui soutienne une transition juste !



LA PAC EXPLIQUÉE



Actuellement, 80 % des fonds de la PAC sont alloués à seulement 20 % des exploitations agricoles de l'UE en raison d'un système de subventions défavorable : plus l'exploitation est grande, plus les subventions sont importantes. Cette approche ne tient pas compte de la durabilité environnementale et pousse les petites exploitations à la faillite. L'Europe a perdu 37 % de ses exploitations entre 2005 et 2020, alors que les grandes exploitations ont augmenté de 20 % au cours de la même période. Au lieu de faciliter cette tendance, la PAC devrait soutenir une transition agroécologique juste pour tous !

UNE MEILLEURE PAC EST POSSIBLE !

Le modèle dominant actuel de l'agriculture européenne n'est pas le seul possible ! De nombreux agriculteur.trices, militant.es, ONG et citoyen.nes à travers l'Europe ont élaboré des solutions pour améliorer nos systèmes alimentaire.

LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

L'agroécologie est un système agricole basé sur des principes écologiques, sociaux et politiques qui permet de nourrir le monde tout en respectant l'environnement. Selon une étude de l'IDDRI, la généralisation de l'agroécologie en Europe permettrait de réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole. Cela implique également l'abandon progressif des engrais chimiques et des pesticides, la diversification des cultures et la coopération avec la nature, tout en produisant suffisamment d'aliments de qualité pour tout le monde.

LES OBSTACLES AU CHANGEMENT

Ce n'est pas un hasard si la PAC continue de récompenser l'agriculture industrielle à grande échelle, car elle repose sur de puissants intérêts financiers et sert la puissance exportatrice de l'UE:

Les géants de l'industrie des pesticides et de l'alimentation, ainsi que les groupes agro-lobbistes, exercent une influence massive avec des budgets conséquents sur les eurodéputé.es européen.ne.s pour empêcher que les réformes sociales et environnementales ne nuisent à leurs perspectives commerciales.

Plus de la moitié de ce que vous dépensez pour votre alimentation va aux entreprises agroalimentaires et non aux agriculteurs.

La libéralisation du commerce agricole oblige les agriculteurs à s'aligner sur les prix les plus bas. Leurs produits doivent être vendus en dessous du prix de production. Une grande partie de la PAC sert à combler ces pertes de revenus.

Seulement 3 % des propriétaires d'exploitations contrôlent 52 % des terres agricoles de l'UE. Les femmes bénéficient moins des aides de la PAC que les hommes.

JUSTICE SOCIALE ET ECONOMIQUE

La transition vers une agriculture durable doit être abordable pour tou.te.s et le monde agricole doit pouvoir bénéficier d'un soutien pour modifier leurs pratiques et s'adapter à la crise climatique. L'UE peut faire en sorte que ce changement se concrétise.

Pour que cette transition soit juste, l'UE doit:

Redistribuer les fonds publics pour soutenir la transition vers une agriculture respectueuse de l'environnement.

Réglementer les multinationales de l'agroalimentaire pour éviter qu'elles ne réalisent d'énormes profits au détriment du reste de la chaîne alimentaire et de la planète.

(Ré)introduire des règles de marché pour interdire l'achat des produits en dessous des coûts de production et pour garantir des revenus stables aux agriculteurs, y compris en période de crise.

Garantir les droits des travailleur.euses agricoles, lutter contre l'exploitation, renforcer la sécurité sur le lieu de travail. Prendre en compte les besoins spécifiques des agricultrices et des travailleur.euses saisonniers.

RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS

Seuls 12 % des agriculteur.trices ont moins de 40 ans, ce qui menace l'existence des populations rurales dont dépendent nos systèmes alimentaires. De nombreux jeunes souhaitent devenir agriculteur.trices, mais ils et elles sont confrontés à des difficultés telles que l'accès à la terre et de faibles revenus. Nous avons besoin d'une PAC qui repense le développement rural en offrant aux jeunes agriculteur.trices et aux travailleur.euses agricoles un soutien financier et un accès à des formations.

PARTICIPEZ À L'ACTION DU LIVRE DE RECETTES

Nous transmettrons vos demandes à la Commission européenne !

